

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19591 - 76ÈME ANNÉE

Obsèques du militant du PCR et du maloya hier à Saint-Pierre

L'hommage des Réunionnais à Simon Lagarrigue



Un dernier hommage a été rendu hier à Simon Lagarrigue à l'occasion de ces obsèques en présence d'une foule nombreuse d'amis, de parents et de connaissances.

Ce 22 juillet, les obsèques de Simon Lagarrigue ont eu lieu à l'église Bon Pasteur de la Ravine Blanche à Saint-Pierre, en présence d'une foule nombreuse venue saluer la mémoire de ce grand militant et faire part de sa solidarité à une famille frappée par le deuil.

A l'entrée de l'église, les pompiers ont accueilli le cercueil par une haie d'honneur conduite par le colonel Pothin, car des fils de Simon Lagarrigue est pompier.

Dans le nombreux public, une foule d'amis, de parents et de connaissances ont participé à

cette émouvante cérémonie. Dans la délégation du PCR comprenant beaucoup de camarades de Saint-Louis, de Saint-Pierre et du Tampion, plusieurs dirigeants étaient présents dont Yvan Dejean, secrétaire général du PCR, Maurice Gironcel, maire de Sainte-Suzanne et président de la CINOR, René Sotaca, conseiller départemental, Ary Yée Chong Tchi Kan, secrétaire du PCR aux relations internationales, Etienne Fruteau et Géovani Gibraltar, Gilles Leperlier ainsi qu'Elie Hoarau, compagnon de 50 ans de luttés aux côtés de Simon Lagarrigue.

La Section communiste de Saint-Pierre, conduite par Philippe Saminadin et Ghislaine Cataye, a remis une couronne en hommage au disparu.

D'autres responsables politiques

étaient également présents, dont Huguette Bello, présidente de PLR, Emmanuel Séraphin, président du TCO, Sylvio Boyer, premier adjoint au maire de Saint-Pierre représentant Michel Fontaine, ainsi que d'autres adjoints de la commune du Sud.

Beaucoup d'artistes, on ne peut les citer tous, avaient tenu à saluer la mémoire de Simon Lagarrigue, dont Danyèl Waro et René Paul Eléliara

Lors de la cérémonie, un membre de la famille lut un message très émouvant qui fut très applaudi.

A la sortie de la cérémonie religieuse, ce fut le moment d'un dernier maloya initié avec notamment Arsène Cataye.

Correspondant

La pandémie de COVID-19 amplifie les effets de la crise économique et environnementale

Coronavirus : 27 pays menacés par une crise alimentaire

Une nouvelle analyse rendue publique et menée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et par le Programme alimentaire mondial (PAM) liste les 27 pays les plus menacés par une crise alimentaire imminente en raison du COVID-19, suite aux répercussions de la pandémie qui aggravent les causes préexistantes de la faim.

Aucune région du monde n'est à l'abri, qu'il s'agisse de l'Afghanistan ou du Bangladesh en Asie, d'Haïti, du Venezuela et du corridor sec en Amérique centrale, ou de l'Irak, du Liban, et de la Syrie au Moyen-Orient, ou encore du Burkina Faso, du Cameroun, du Liberia, du Niger, du Nigéria, du Mali, du Mozambique, de la Sierra Leone ou du Zimbabwe en Afrique.

L'analyse conjointe de la FAO et du PAM prévient ces pays « à risque » que les probabilités sont grandes - voire déjà réelles - d'une forte dégradation de la sécurité alimentaire dans les prochains mois, et qu'un nombre croissant de personnes risquent de basculer en situation de faim aiguë.

Ces pays étaient déjà aux prises avec des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et de faim aiguë, avant le COVID-19, à cause de chocs et de facteurs de stress préexistants comme des crises économiques, une instabilité et une insécurité, des conditions climatiques extrêmes ou encore des parasites et des maladies animales, a indiqué M. Qu Dongyu, le Directeur général de la FAO.

« Nous sommes aujourd'hui en ligne de front et nous faisons les frais des effets perturbateurs du COVID-19, qui transforment la crise alimentaire en une crise sanitaire » a-t-il indiqué. « Nous ne devons pas penser qu'il s'agit d'un risque potentiel à l'avenir. Nous ne pouvons pas traiter cette question comme un problème de demain. Nous devons faire davantage pour préserver les systèmes alimentaires - dès aujourd'hui », a-t-il ajouté.

Quatre façons dont le COVID-19 intensifie l'insécurité alimentaire aiguë

les souffrances liées à la faim car :

- La baisse du niveau de l'emploi signifie que les ménages ont moins d'argent à dépenser pour la nourriture et que les travailleurs partis outre-mer envoient des sommes moindres à leur famille restée dans les pays en situation d'insécurité alimentaire.
- Toute une série de perturbations liées à la pandémie et aux contre-mesures ont aussi des retombées importantes, et croissantes, sur la production et l'offre alimentaires.
- La chute des recettes publiques signifie que les programmes de sécurité sociale comme les repas scolaires ne sont plus financés et ne sont plus en mesure de répondre aux besoins croissants.
- Enfin, la pandémie contribue à multiplier les conflits entre les communautés au sujet des ressources naturelles, comme l'eau ou les pâturages, avec des effets perturbateurs sur la production et le secteur agricole.

Appel à la solidarité

Dans un effort pour inverser ces nouvelles tendances, la FAO a lancé un nouvel appel de fonds à hauteur de 428,5 millions de dollars, dans le cadre du Plan de réponse humanitaire global contre le COVID-19 des Nations Unies destiné à répondre aux besoins croissants du secteur de l'alimentation et de l'agriculture, avec une attention toute particulière donnée à la collecte et l'analyse de données, une aide d'urgence pour protéger les moyens de subsistance et préserver les chaînes alimentaires sans oublier de garantir aux populations les plus vulnérables un accès à des aliments de base et nutritifs.

Cette somme vient s'ajouter à l'appel de fonds de 1,1 milliard de dollars qui avait été lancé dans le cadre des Plans de réponse humanitaire des pays pour 2020, destinés à répondre aux besoins qui existaient déjà avant la pandémie du COVID-19.

Selon la FAO et le PAM, le COVID-19 tend à aggraver

Edito

Interdiction des armes d'assaut au Canada

Traumatisé par la pire histoire de fusillade de son histoire, le Canada met fin aux armes à feu de type militaire dans le pays. C'était une promesse de campagne de Justin Trudeau, mais elle avait été mise de côté car son parti était divisé sur la question.

Depuis le 2 mai 2020, il est désormais interdit d'acheter, de vendre, de transporter ou d'utiliser des armes d'assaut dans ce pays. Les propriétaires déjà en possession de ces armes auront deux ans pour se conformer à la nouvelle loi. Le gouvernement légifera sur une indemnisation équitable.

L'annonce est survenue après qu'un homme déguisé en policier ait tué 22 personnes avec plusieurs armes. Au moins une d'entre elles était une arme d'assaut désormais interdite. Au Canada, il y a plus de 100 000 de ces armes en circulation. Ces armes ont été conçues qu'à une seule et unique fin : tuer le plus grand nombre de personnes le plus rapidement. Elles n'ont aucune utilité et n'ont pas leur place au sein d'un pays, encore moins parmi des citoyens respectueux de la loi.

Cela permettrait d'éviter des événements dramatiques comme la tragédie survenue récemment en Nouvelle-Écosse, l'attentat au Centre culturel islamique de Québec en 2017 ou encore le massacre de l'École Polytechnique de Montréal en 1989. Il faut noter que les fusillades ne sont pas si exceptionnelles au Canada mais ont tendance à se produire plus souvent qu'auparavant.

Bertrand Ancelly

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

Ousa i lé bann kominis ? Noré dé shoz pou di la dsi

Mé zami, dalone, dalon épi mon bann shèr kamarad vi ké nou lé dann « problématik-la ». Tousa pou dir azot moin la lir in lédito Témoignaz plito dé-troi foi k'inn é-mi vé pa done konsèye pèrsone-mé mi di sa sé in lédito ké nout tout i doi lir, partazé, rofléshir, apliké si i nout griyaz rofléksyon. Nou lé marksis non ? Nou lé léninis non ? Nou lé polvèrjésien non ? Ébin sa i doi pèrmète anou oir klèr dann la kriz nout parti i koné dopi kéktan.

La fote kisa ? In pé nout tout, é konm la litératir i di : « shakinn néna son par é tout néna tou antyé » Ké nou lé mor, ké nou lé vivan, ké ni milite ankor, sansa ké nou néna dopi kéktan l'arm o pyé. Donk, sanm pou moin, lo léditoryalis nout zoinal néna in gran mérite vi ké li apèl in shat, in shat, é ké li parl la kriz nout parti é ni koné sa la pa in gro mo. Astèr i fo oir si lo mal i pèz dsi nou, néna son médikaman-sansa son tizane granmèr - sansa si li na poin.

Antouléka, sak moin lé sir, si nout tout, sak la gingn la shans grandi dann zip-konm dann zip in momon - lo parti épi konète son zidé, konète osi bann problèm nout péi épi nout sosyété. Mi pans nou néna zordi ankor dann nout mémoir bann diskour bann dirizan istorik : néna Paul bien sir épi néna lé zot i fo pa obliy banna. Tir dann fon nout mémoir diskour banna téi pronons dopi l'ané 1959 é a suiv é bann zidé banna téi dévlop é...romète sa a l'ord di zour-pa bann késtyon okazyonèl, mé bann késtyon ni pé apèl sa strukturèl.

In vyé kamarad la di amoin na poin lontan li pans lo poin nout parti la fé l'ané 1959, sa lé ankor vré é sé sak mi pé apèl strukturèl pa okazyonèl... Moin la lir dann in n'ot lédito la pass mardi sak in n'ot kamarad la di. Li la di isi La rényon la fine fé bien dé shoz, dsi lo plan la santé, dsi lo plan lédikasyon, la formasyon, dsi lo plan bann moiynn transpor, dsi lo plan informatik é ni poz anou konm késtyon : Pou kosa nout péi i dévlop pa ? Néna tout sak i fo pou dévlopé, mé néna kékshoz i kol pa. In zanr péshé orijinèl la départmantalizasyon, la réjyonalizasyon é tout sak i s'ansui.

Alor pou kosa nout lékonomi i dékol pa vréman ? Répons : lo néo kolonyalism. Sirman, mé dann détaye, pou bien konprann, mi pans i fo ni ésplik sa - i fo sak néna zidé dann nout parti i ésplik anou sa tèl fason ni konpran bien épi ni rolans anou. Pars ni pé rolansé d'après zot ? Ziska mon sèrnyé zour m'a di oui.

Justin